

Palestine 59-62

LETTRE AUX ADHERENTS

2 ACTUALITÉS

Liberté pour Salah
Hamouri

6 REVUE DE NOS ACTIONS

Rassemblement pour
Gaza

12 DEBATS / ANALYSE

La lutte palestinienne pour
la Liberté est aussi une lutte
de classes

20 BDS

La Palestine est aussi un
enjeu de justice climatique

27 ARTICLES DE PRESSE

31 CULTURE

Film
«Fièvre méditerranéenne

33 AGENDA

Conférence-debat
Parcours de juifs antisionistes

Edito

Donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais :

« PARCOURS DE JUIFS ANTISIONISTES EN FRANCE »

qui vient de paraître aux éditions Syllepse est un ovni*.

Le livre raconte les trajectoires personnelles de 22 militants de l'Union Juive Française pour la Paix. Il y a des jeunes, des vieux. Des femmes, des hommes. Des Séfarades, des Ashkénazes. Des qui ont eu une éducation religieuse, des qui n'en ont eu aucune. Des qui ont été sionistes et qui racontent leur rupture, des qui ont toujours rejeté cette idéologie. Des qui ont été en Israël, voire y ont vécu, des qui n'ont aucun lien avec ce pays. Des qui ont toujours revendiqué leur identité juive, des qui ne l'ont revendiqué qu'en réaction aux crimes israéliens. Beaucoup d'histoires personnelles sont reliées au génocide nazi, à la Résistance, à la guerre d'Algérie, au colonialisme.

[...]

*22 témoignages différents qui ne se répètent pas mais qui ont en commun des valeurs universelles : l'égalité des droits, le refus du racisme et du colonialisme, le « vivre ensemble ». On voyage en Europe de l'Est, au Maghreb, en Alsace.***

Retrouvons-nous nombreux MARDI 29 NOVEMBRE pour écouter et échanger avec des protagonistes de parcours qui les ont amenés à être juifs antisionistes.

L'annonce de la conférence/débat se trouve en page 18 de notre bulletin.

*Nadir Dendoune : <https://www.lecourrierdelatlas.com/livre-parcours-de-juifs-antisionistes-en-france-pour-offrir-un-autre-point-de-vue/>

**Pierre Stambul : <https://ujfp.org/parcours-de-juifs-antisionistes-en-france/>

Actualités



07.11.2022

DES NOUVELLES DE SALAH SUITE À LA VISITE FAMILIALE AU PARLOIR

Un témoignage de Denise Hamouri :

« Ce lundi nous avons pu rendre visite à Salah à la prison de haute sécurité de Hadarim. Nous n'avions pas vu Salah après la grève de la faim de 19 jours organisée par 30 prisonniers en détention administrative.

Malgré les conditions d'isolement très difficiles pendant cette grève, Salah est en bonne forme physique et il garde toujours le moral haut.

Je lui ai parlé des manifestations de solidarité avec lui et les prisonniers palestiniens, des interventions de nombreux élus auprès du Président Macron. Vos soutiens sont précieux pour lui, pour les prisonniers et pour nos familles en France et en Palestine.

Le 4 décembre prochain, 3 scénarios seront possibles:

- le renouvellement de la détention administrative
- l'expulsion forcée de Jérusalem.
- la libération

Une intervention ferme et efficace du Président Emmanuel Macron est urgente pour que Salah soit libéré et qu'il puisse vivre à Jérusalem avec sa famille.»



/freesalahhamouri



liberezsalah

Comité de soutien
à Salah Hamouri

Avocat franco-palestinien



Actualités

Lettre de Salah Hamouri à Emmanuel Macron, depuis la cellule n°4 de la prison d'Ofer

Depuis la cellule n°4 de la prison d'Ofer, Salah Hamouri, actuellement en détention administrative adresse une lettre ouverte à Emmanuel Macron à l'occasion de la Fête nationale française.

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris cette lettre à l'approche du 14 juillet, cette date qui a changé la face du monde en portant les valeurs d'humanité et de démocratie, et qui a donné à la République française sa devise : « liberté, égalité, fraternité ».

Des normes et des valeurs humaines résultant d'une lutte menée par des centaines de milliers de Français pour se débarrasser de l'injustice, de la misère et des persécutions. La prise de la prison de la Bastille constitue encore pour moi une boussole indiquant la direction à l'autodétermination de tous les peuples.

Aujourd'hui par cette lettre, je veux simplement vous rappeler que je me trouve dans une autre Bastille qui a pour nom « Ofer », située dans les territoires palestiniens occupés. Je vous rappelle aussi que j'y suis en détention administrative pour la troisième fois, qu'il s'agit d'une forme de détention arbitraire pour laquelle les prisonniers ne font l'objet d'aucune mise en accusation, et se voient soumis à un tribunal militaire semblable à ceux qui sévissaient en France jusqu'à une période récente, lesquels avaient condamné à mort et confisqué sa citoyenneté au Général de Gaulle.

Savez-vous, Monsieur le Président de la République, que je suis détenu dans les prisons d'une puissance occupante, reconnu par de nombreuses organisations des droits humains et par de experts des Nations Unies comme un régime d'Apartheid, et que l'un des motifs de cette qualification est précisément le recours à la détention administrative. Il s'agit, comme l'a décrit le dirigeant sioniste Menahem Begin lors d'une session de la Knesset en 1951, d'une arrestation fondée sur « une loi tyrannique et immorale ».

Monsieur le Président de la République, je souhaite ainsi vous demander aujourd'hui : comment pouvez-vous justifier le deux-poids deux-mesures dont vous faites preuve à l'égard des peuples victimes d'injustice ? Je vous ai entendu à plus d'une occasion défendre le peuple ukrainien, et évoquer sa douleur et ses souffrances. Vous oubliez, ou faites mine d'oublier, que le peuple palestinien subit l'oppression et l'occupation depuis 78 ans. L'État occupant est celui-là même que vous continuez à traiter comme un État au-dessus du droit international, tandis qu'il poursuit sa politique de nettoyage ethnique colonial et cherche chaque jour à déplacer le peuple palestinien de sa terre.

Aujourd'hui, je me sens, en toute franchise, citoyen français de quatrième ou cinquième zone, alors que la France tolère et autorise cet État occupant à prolonger ma détention sans inculpation et sans procès.

Monsieur le Président de la République, les valeurs de liberté, de justice et d'égalité sont des valeurs indivisibles et constituent des droits inaliénables de tous les peuples. J'espère que vous aurez un peu de courage pour faire pression sur l'État occupant afin d'obtenir ma libération.

Salah Hamouri
3 Juillet 2022, Cellule n4, prison d'Ofer

Actualités

La liberté pour Georges Ibrahim Abdallah :
mettre fin au plus vite au déni du droit



Cette année, plusieurs organisations françaises sont rassemblées pour demander d'une seule et même voix la libération de Georges Ibrahim Abdallah, sur la base du droit.

Georges Ibrahim Abdallah a été condamné en 1987 : en droit français il est libérable depuis 1999. Et pourtant, il est toujours emprisonné, alors que la justice s'est prononcée pour sa libération !

Cela fait de Georges Ibrahim Abdallah le prisonnier politique le plus ancien dans une prison française, et à l'exception de l'Italie, probablement en Europe.

Il ne nous appartient pas de juger de la réalité et de la gravité des faits qui lui sont reprochés. Mais la justice a jugé, la peine a été effectuée, la loi doit s'appliquer !

Par deux fois, alors que le tribunal d'application des peines avait décidé la libération de Georges Ibrahim Abdallah, les ambassades des États-Unis et d'Israël,

et même Hillary Clinton, alors secrétaire d'État des États-Unis, sont intervenues pour peser sur le cours de la justice de notre pays, et obtenir qu'il ne soit pas libéré et renvoyé au Liban.

C'est à la suite de leurs interventions que Dominique Perben s'y est une première fois opposé, puis que Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, a refusé de signer l'arrêté d'expulsion de Georges Ibrahim Abdallah vers le Liban, alors que cet arrêté conditionnait la mise en œuvre de la décision de libération prise par le tribunal d'application des peines.

Nous le réaffirmons : ce n'est ni aux États-Unis, ni à Israël de dicter la justice en France.

Georges Ibrahim Abdallah demande à être expulsé vers le Liban, dont les autorités ont déjà déclaré qu'elles étaient prêtes à l'accueillir, demandant même cette expulsion. Une nouvelle décision de justice en faveur de sa libération ne pourra être effective que si son arrêté d'expulsion vers le Liban est signé par le gouvernement français.

Cette question de simple application du droit est donc aujourd'hui entre les mains du gouvernement. Nous demandons au président de la République, à la Première ministre et aux ministres concernés de faire le nécessaire pour que l'arrêté d'expulsion soit signé, afin que le tribunal d'application des peines puisse à nouveau se prononcer et que Georges Ibrahim Abdallah soit enfin libéré et puisse rejoindre sa famille au Liban.

Comme c'est le cas en octobre depuis de nombreuses années, une manifestation nationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah se tient à Lannemezan, lieu de sa détention, le 22 octobre prochain. Les organisations signataires de ce communiqué appellent leurs militant·e·s et toutes les personnes éprises de justice à participer à cette manifestation sur les bases de ce communiqué.

Les organisations signataires demandent instamment au président de la République, à la Première ministre et aux ministres concernés de signer sans attendre l'arrêté d'expulsion de Georges Ibrahim Abdallah vers le Liban, pour que cesse enfin ce déni du droit et que sa libération puisse être effective avant la fin de l'année.

Paris le 19 octobre 2022

Organisations signataires :

Association France Palestine Solidarité (AFPS), Confédération générale du Travail (CGT), Confédération Paysanne, Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG), Syndicat national des person-

Actualités

Saison des olives en Palestine : Faz3a protège les agriculteurs des attaques et des vols des soldats et colons israéliens



En ce moment en Palestine, c'est la saison de la cueillette des olives. La récolte est à la base de l'économie et du tissu social palestiniens. Mais, avec la coopération croissante entre colons et armée israélienne, les Palestiniens et Palestiniennes craignent une intensification des attaques contre les agriculteurs et leurs terres. Face à la violence de l'État d'Israël qui cherche à déposséder les Palestiniens, ces derniers résistent par leur solidarité.

Chaque saison, les colons volent les récoltes, ils déracinent et coupent les arbres avant d'y mettre feu. Tout cela se fait sous la protection des soldats israéliens. Les colons terrorisent les agriculteurs. Et ces attaques empirent d'année en année.

C'est dans ce cadre que les comités de résistance populaire ont lancé la campagne « Faz3a » (« soutien ») il y a 3 ans pour soutenir et protéger les agriculteurs. Faz3a mobilise des groupes de volontaires palestiniens et étrangers pour protéger durablement les communautés face à la violence israélienne. Pendant un mois, Faz3a accompagne les agriculteurs et intervient en cas d'agressions de soldats ou colons israéliens.

Faz3a se concentre sur les zones les plus menacées par Israël : la zone sud de Naplouse, y compris Beita, Burin, Qusra, les villages de l'est de Ramallah, le sud-ouest de Bethléem et le sud des collines d'Hébron.

Revue de nos actions

Dimanche 14 août à Lille

Rassemblement suite au dernier massacre à Gaza

A Lille, le dimanche 14 août près du marché de Wazemmes, une petite centaine de personnes dont de nombreux jeunes et nombreux Palestiniens, se sont rassemblées à l'appel de l'AFPS 59/62, la Communauté Palestinienne du Nord et l'Union Départementale CGT du Nord, en solidarité avec le peuple palestinien et en soutien à sa Résistance, suite au dernier massacre à Gaza par l'état israélien professionnel du terrorisme.



Une intervention de l'AFPS 59/62 a rappelé le déroulement de l'entreprise sioniste depuis 125 ans pour s'appropriier les terres palestiniennes, jusqu'à cette dernière offensive des forces guerrières israéliennes les 5, 6 et 7 août où le funeste bilan s'élevait à 44 morts dont 15 enfants et 360 blessés. Le micro a ensuite été passé au représentant de la Communauté palestinienne du Nord.

La levée immédiate de l'abject blocus contre Gaza a été exigée. Un boycott total d'Israël-apartheid, et l'imposition de sanctions pour toutes les violations du droit par cet état colonial barbare sont nécessaires pour stopper le nettoyage ethnique de la Palestine par des crimes de guerre qui se multiplient.

Quand à l'attitude honteuse du gouvernement français affirmant son soutien inconditionnel à la «sécurité d'Israël», elle a été dénoncée pour ce qu'elle est : de la collaboration avec ces criminels contre l'Humanité.

Le rassemblement s'est clos sur l'hymne national palestinien.

Revue de nos actions

Samedi 3 et dimanche 4 septembre à Lille

stand AFPS 59/62 à la grande Braderie de Lille



Après deux annulations successives en 2020 et 2021 pour cause de Covid, la Braderie de Lille était de retour les 3 et 4 septembre avec un public nombreux et c'est sous un magnifique soleil que l'AFPS 59/62 a tenu son stand durant ces deux jours à la Porte de Paris.

Six militants ont eu plaisir à se retrouver pour se relayer au stand de l'association pour cette rentrée militante. Nous avons accueilli un public varié, de différents âges et de différents milieux, l'affluence a été régulière dès samedi matin. L'ambiance générale était très bonne, des personnes en nombre conséquent se sont arrêtées à notre stand pour échanger, parfois aussi pour acheter des articles venus de Palestine (savons, huile d'olive, zaatar, zhourat, céramiques, keffieh..) et pour effectuer

des dons.

Nous avons informé sur la situation en Palestine et détaillé nos diverses campagnes, Puma, Teva, les voyagistes, selon les profils et les demandes des personnes. Par ailleurs, nous avons systématiquement présenté l'Initiative Citoyenne Européenne à tous nos interlocuteurs et les avons invités à signer la pétition en ligne, certains ont immédiatement flashé le QR code pour procéder à la signature.

En plus de personnes quarantennaires ou quinquagénaires, nous avons constaté la venue de nombreux jeunes à notre stand. Ils et elles ont posé des questions sur les actions qu'ils pouvaient mener sur le boycott, et nos différentes activités. Même si beaucoup étaient acquis à la cause palestinienne (jeunes maghrébins) et qu'ils ont demandé d'emblée à signer nos pétitions, nous avons aussi accueilli de nombreux jeunes d'autres origines qui ont découvert récemment la situation ou qui ont été guidés par des amis vers notre stand. Une discussion a également été engagée avec de jeunes Chrétiens qui ont connu la situation en Palestine, pour certains grâce à des contacts avec leurs coreligionnaires palestiniens et qui se désolaient que la situation des Palestiniens ne soit pas mieux connue et réellement illustrée dans les media.

Nous n'avons eu affaire qu'à deux personnes ouvertement sionistes dont un monsieur âgé qui nous a pris à partie et a tenté sans succès de dissuader un jeune de nous prêter de l'intérêt.

Même si l'apéro palestinien organisé d'habitude par notre regrettée Bernadette nous a manqué, ainsi que la présence de Jean-François, ce weekend nous a revigorés et a renforcé notre espoir de trouver de nouvelles forces dans notre lutte pour l'application des droits du peuple palestinien.

Revue de nos actions

Soirée Festival Palestine 2022
le 1er octobre à Lille



La soirée avait été préparée par 4 réunions avec des représentants des associations organisatrices (PalMed, Humani'Terre, Amitié Villeneuve d'Ascq-Beit Lahia, AFPS 59/62).

Deux événements extérieurs ont perturbé la soirée: un trail en ville (les rues fermées, G.Devers et C.Oberlin sont arrivés en retard) et une soirée à Roubaix de l'AFPS Roubaix-Tourcoing avec Hassan Balawi de la Mission de Palestine auprès de l'Union Européenne, de Belgique et du Luxembourg.

A 19h, la salle Courmont était quasiment pleine pour cette soirée annuelle lilloise du "Festival Palestine".

Moments festifs et interventions ont alterné devant un public très nombreux, dont de nombreux Palestiniens venus en famille, des médecins, des universitaires et des jeunes venus se retrouver pour une soirée conviviale. L'AFPS 59/62 était représentée par 13 membres. Des bénévoles avaient préparé et décoré la

salle, tenu un buffet généreusement garni de délicieux mets palestiniens...

Le Président de Palmed-Europe, en habits traditionnels, a inauguré la soirée par un discours en arabe pour laisser la parole aux différentes associations présentes : Pal-Med, Humani-Terre, AFPS 59/62, Amitié Villeneuve d'Ascq-Beit Lahia, Amitié Lille-Napouse, CAPJPO (organisant le déplacement en car de Lille à Bruxelles le 29 octobre).



Ces associations très investies ont exposé leurs actions de soutien aux Palestiniens dans des domaines divers tels que matériel, artistique, alimentaire, ...

Au nom de l'AFPS, Marie-Elise est intervenue avec un diaporama, en revenant sur l'histoire de la Palestine et des Palestiniens. Elle a évoqué les méthodes criminelles de la stratégie sioniste violant le droit

international, avec la complicité de la France et de l'ONU. Cela nous amène à prendre parti et à exiger des responsables un changement d'attitude. Pour cela, nous citoyens, disposons de divers moyens contre l'impunité d'Israël et pour sanctionner ses crimes : campagnes, informations, actions, BDS, ICE, CPI, formations...

Cette intervention a été remarquée et appréciée car jugée complète et bien illustrée grâce à un écran géant (et la coopération du projectionniste).

Revue de nos actions

Samedi 8 octobre au Grand Sud à Lille

Forum des associations avec stand AFPS 59/62

Ce samedi 8 octobre, des militantes de l'association ont participé toute la journée au Forum des associations et de bénévolat au Grand Sud à Lille.

- Nombreux et longs échanges, notamment avec des jeunes et des étudiants, une dizaine de nouveaux contacts enregistrés et une promesse d'adhésion.
- Récolte de coordonnées pour l'ICE (6) et diffusion du tract.
- Informations sur nos campagnes BDS (pétition Puma, banques dont BNP et Axapar-ticulièrement, Teva), sur les prisonniers, la circulaire Alliot-Marie... Dupond-Moretti.
- Présentation de quelques produits artisanaux palestiniens et de l'AFPS.
- Échange avec Violette Spillebout, députée du Nord et élue d'opposition (LREM) à Lille, sur la situation des prisonniers, particulièrement celle des grévistes de la faim, en détention administrative. Nous avons évoqué plus précisément la détention de Salah Hamouri qu'elle ne semblait pas connaître! Elle nous a indiqué en référer à C.Colonna. Contact a été pris avec un autre élu municipal lillois.
- A noter, la venue d'un représentant à notre stand de l'association «co-exister», présente au Forum. Le jeune souhaitait un travail en commun, contre «l'importation du conflit israélo-palestinien». Son discours sectaire et irrationnel, foncièrement sioniste justifiant la création de l'Etat d'Israël sur le nettoyage ethnique de la Palestine,... a mis un point final à une éventuelle future rencontre.
- Lors de la journée, deux agents de la sécurité d'origine algérienne nous ont témoigné de leur indéfectible solidarité avec le peuple palestinien. Très souvent, lors de nos activités, sont rappelés par des participants ou passants les liens uniques entre les deux peuples.
- Une journée prometteuse !



Revue de nos actions

Samedi 22 octobre à la MRES à Lille
2 jeunes adhérentes de l'AFPS 59/62 témoignent de leur séjour en août en Palestine



A partir de photos et diaporama, Sohan et Lucile ont apporté une analyse riche et détaillée de la situation en Palestine occupée, de la vie quotidienne et héroïque d'un peuple sous occupation, de leurs rencontres avec des associations et des militants qui résistent aux colons et à l'armée israélienne.

Peu de présents à cet après-midi, le 1er jour des vacances scolaires a peut-être impacté une mobilisation souhaitée plus importante, malgré une diffusion massive de l'information, en particulier à la sortie de 2 lycées lillois.



Revue de nos actions

Vendredi 28 octobre : stand AFPS 59/62
au congrès de l'Union locale CGT de Tourcoing

L'Union locale CGT de Tourcoing tenait son congrès ce vendredi 28 octobre et y avait invité notre association.

Un stand d'informations et de produits palestiniens a été chaleureusement accueilli par les congressistes qui ont témoigné leur solidarité et signé en direct la pétition pour l'ICE. Les soignants présents ont demandé des précisions sur la campagne de boycott Teva et ont indiqué diffuser l'information et les autocollants auprès de leurs collègues.

La délégation CGT qui s'est rendue en Palestine en octobre a été rappelée, en particulier l'interdiction d'entrer à Gaza et la situation à Naplouse où le Secrétaire Général de la CGT Philippe Martinez a été "obligé de se faufiler la nuit pour échapper aux balles et aux militaires israéliens" ...

La nécessité du BDS et de la rupture avec le syndicat sioniste, la Histadrut, ont été évoquées dans l'intervention de l'AFPS ainsi que l'exigence de libération des prisonniers politiques, de Salah, de Georges Ibrahim et de la levée du blocus illégal de Gaza.



Débats - analyse

La lutte palestinienne pour la liberté est aussi une lutte de classes

Par Romana Rubeo, Ramzy Baroud 5 novembre 2022 – Middle East Monitor
Traduction : Chronique de Palestine – Dominique Muselet



18 juillet 2019 - Manifestation de réfugiés palestiniens à Ain-al-Hilweh Photo : Mohammad Zaatar

Lundi 31 octobre, les Palestiniens de la ville d'Al-Eizariya, à l'est de Jérusalem-Est occupée, ont entamé une grève générale. Elle venait sanctionner l'assassinat de Barakat Moussa Odeh, âgé de 49 ans, par les forces israéliennes d'occupation à Jéricho qui avait eu lieu la veille, et dont la communauté portait le deuil.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Ces dernières semaines, des grèves générales ont été déclenchées dans tous les territoires palestiniens occupés pour protester contre l'attaque des villes de Naplouse, Jérusalem, Jénine et Hébron par les forces d'occupation israéliennes.

Elles ont également été organisées pour marquer le deuil de combattants palestiniens tués lors d'expéditions armées contre des soldats israéliens qui protègent les colons juifs illégaux.

Historiquement, les grèves générales étaient déclarées par les Palestiniens de la classe ouvrière. Cette forme de protestation représentait l'épine dorsale de la résistance populaire de base en Palestine, qui a commencé des années avant la création d'Israël sur les ruines de la patrie historique palestinienne.

Le retour de la tactique de la grève générale suggère que la nouvelle révolte en Cisjordanie est le résultat direct de la résistance de la classe ouvrière. En effet, beaucoup de jeunes combattants palestiniens viennent des camps de réfugiés ou des quartiers ouvriers.

Leur révolte découle de la prise de conscience croissante que les tactiques politiques des élites n'ont abouti à rien de concret et que les Palestiniens ne peuvent pas compter sur Mahmoud Abbas, qui ne poursuit que son intérêt personnel, pour leur libération.

La révolte qui est en train de naître ressemble beaucoup à la révolte palestinienne anticoloniale de 1936-1939, ainsi qu'à la première Intifada, le soulèvement populaire de 1987. Les Palestiniens de la classe ouvrière étaient à l'origine de ces deux événements historiques.

Alors que les classes aisées ont souvent négocié, par intérêt, des espaces politiques qui leur ont permis d'exister aux côtés des différents pouvoirs en place, les Palestiniens de la classe ouvrière, qui souffrent le plus du colonialisme et de l'occupation militaire, ont résisté collectivement.

L'écrivain et historien palestinien Ghassan Kanafani – assassiné par le Mossad, les services secrets israéliens, en juillet 1972 – a analysé les événements qui ont conduit à la révolte palestinienne des années 1930 dans son essai intitulé « La révolte de 1936-1939 en Palestine », publié peu avant sa mort prématurée.

Selon Kanafani, trois ennemis constituent une « menace principale » pour le mouvement national palestinien : « La direction locale, réactionnaire ; les régimes arabes qui entourent la Palestine et l'ennemi impérialiste-sioniste. »

« Le passage d'une société semi-féodale à une société capitaliste s'est accompagné d'une concentration accrue du pouvoir économique entre les mains de la machine sioniste et donc de la société juive en Palestine. À la fin des années 1930, le prolétariat arabe (palestinien) est tombé victime du colonialisme britannique et du capital juif (sioniste), le premier en portant la responsabilité principale », poursuit Kanafani.

Comme on pouvait s'y attendre, les travailleurs palestiniens sont, une fois encore, en première ligne de la lutte pour la libération. Ils semblent parfaitement conscients du fait que le colonialisme de peuplement israélien n'est pas seulement un oppresseur, mais aussi un ennemi de classe.

Le colonialisme de peuplement est souvent défini comme une forme de colonialisme qui vise à exploiter les ressources de la terre colonisée en l'occupant physiquement, c'est à dire en éliminant simultanément et méthodiquement la population indigène.

Les travaux de l'historien Patrick Wolfe ont été particulièrement éclairants à cet égard. Il a soutenu dans son ouvrage fondamental, « Settler Colonialism and the Elimination of the Native », que : « L'élimination est au cœur du colonialisme de peuplement. »

Cependant, selon Wolfe : « La logique de l'élimination ne se limite pas à la liquidation sommaire des autochtones, bien qu'elle l'inclue. »

La longévité des sociétés coloniales repose sur des facteurs clés qui permettent à ces sociétés de se maintenir sur de longues périodes. L'un de ces facteurs est le contrôle total des ressources naturelles, qui passe aussi par l'exploitation systématique de la population autochtone en tant que main-d'œuvre bon marché.

Sai Englert affirme dans « Settlers, Workers, and the Logic of Accumulation by Dispossession » que : « Dans les sociétés coloniales de peuplement, la lutte de classe interne entre les colons se joue non seulement sur la répartition de la richesse que ces colons produisent eux-mêmes mais aussi sur la répartition du butin accumulé par la dépossession de la population indigène. »

La logique d'Englert s'applique au modèle sioniste de colonisation de la Palestine, entamé bien avant la création de l'État d'Israël sur le sol palestinien en 1948. Englert souligne le double objectif du sionisme en s'appuyant sur les travaux de Gershon Shafir, qui décrit le sionisme primitif comme : « Un mouvement de colonisation qui devait simultanément fournir une terre à ses colons et des colons à sa terre ».

Cependant, comme l'installation des migrants juifs – pour la plupart venus d'Europe – en Palestine était un processus long et lent, le sionisme de peuplement a dû procéder par étapes.

Dans un premier temps, de la fin du XIXe siècle aux années 1930, le colonialisme sioniste s'est concentré sur l'exploitation de la main-d'œuvre arabe palestinienne indigène, puis sur l'exclusion de cette même main-d'œuvre en tant qu'étape préparatoire au nettoyage ethnique du peuple palestinien.

Expliquant le modèle sioniste à ce stade historique, l'historien israélien Ilan Pappé écrit : « Les premiers sionistes étaient pleinement conscients que ce processus, celui de l'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne n'était qu'une simple étape – une 'exploitation temporaire' – dans le développement de ce que les dirigeants sionistes, David Ben-Gourion et Yitzhak Ben-Zvi, appelaient 'avoda ivrit', 'travail hébraïque'. »

« Mon espoir est qu'en temps voulu, nous ('les travailleurs hébraïques') prendrons une place décisive dans l'économie de la Palestine et dans sa vie collective et sociale », expliquait Ben-Zvi.

« Il était inutile de préciser qui devait occuper le rôle marginal dans l'économie : les Palestiniens qui formaient la grande majorité de la population à l'époque », écrit Pappé.

« Yaakov Rabinowitz (l'un des fondateurs du parti orthodoxe Agudat Israël), ne voyait aucune contradiction entre le fait de diriger un mouvement à prétention socialiste, comme Hapoel Hazair, et de plaider pour un marché du travail d'essence coloniale et ségrégationniste : 'L'establishment sioniste devrait défendre les travailleurs juifs contre les Arabes, comme le gouvernement français protège les colonialistes français en Algérie contre les indigènes.' »

L'héritage de ces premiers sionistes continue de définir la relation entre les travailleurs palestiniens et Israël jusqu'à aujourd'hui – une relation basée sur la ségrégation raciale et l'exploitation.

Le colonialisme de peuplement d'Israël n'a pas changé de nature depuis sa création au début du 20e siècle. Il n'a jamais cessé de s'adonner au nettoyage ethnique de la Palestine et d'usurper les ressources palestiniennes, dont la main-d'œuvre palestinienne.

Toutes les tentatives pour contourner cette exploitation sans merci ont largement échoué parce que les travailleurs palestiniens sont aussi exploités partout ailleurs dans la région, que ce soit dans l'espace économique limité et semi-autonome géré par l'Autorité palestinienne ou dans les autres pays arabes.

Malgré tout cela, les travailleurs palestiniens continuent de résister à leur exploitation de nombreuses manières, notamment en se syndiquant, en faisant grève, en protestant et en s'opposant à l'occupation israélienne.

Il n'est pas surprenant que les différents soulèvements palestiniens au fil des ans aient été alimentés par des Palestiniens de la classe ouvrière.

Cette réalité nous oblige à repenser notre compréhension de la lutte palestinienne. Il ne s'agit pas d'un simple « conflit » sur les politiques, les frontières géographiques ou les narratifs, mais d'un conflit qui repose sur plusieurs strates de luttes de classe à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine.

Ces luttes, comme l'histoire le montre, sont au cœur même de la résistance palestinienne et s'expriment par la grève et la rébellion palestiniennes, depuis les années 1936-1939 jusqu'à aujourd'hui.

Débats - analyse

Oui, c'est l'apartheid ! Face aux attaques indécentes, revenons aux faits et à la dignité du débat

Le Bureau national de l'AFPS, le 4 août 2022



L'Association France Palestine Solidarité a déjà salué l'initiative des député·e·s qui ont, le 13 juillet, déposé une proposition de résolution qui condamne « l'institutionnalisation par Israël d'un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien ». Une proposition parfaitement étayée sur le plan juridique, et qui avait d'ailleurs fait l'objet d'un premier dépôt en mai dernier sans que cela ne suscite la moindre réaction.

Cette fois, c'est tout le réseau des soutiens inconditionnels à l'État d'Israël qui s'est déchaîné, dans une incroyable démesure. Cette résolution porterait en elle la haine d'Israël, et pire encore de la « communauté juive » d'Israël. Les polémistes font mine d'ignorer que la définition internationale de l'apartheid dépasse le cas de l'Afrique du Sud, et que la notion de « groupe racial », dans une acception très large, fait partie intégrante de cette définition ! La « définition IHRA » de l'antisémitisme est largement invoquée en s'appuyant sur ses « exemples » contestés... alors qu'ils ont été exclus de la résolution votée à l'Assemblée Nationale de décembre 2019 ! Une organisation qui se prétend antiraciste alimente ce déni en osant demander à la présidente de l'Assemblée nationale d'enfreindre les règles qui fixent son ordre du jour. Et le ministre Eric Dupond-Moretti a cru bon d'en rajouter à ces attaques, en accusant implicitement d'antisémitisme les député·e·s qu'il qualifie d' « extrême-gauche ».

Cette accusation d'antisémitisme est un procédé classique de tous ceux qui veulent faire taire les voix qui critiquent la politique de l'État d'Israël et interviennent dans le sens du respect du Droit. Face à la violence de ces accusations, l'AFPS réitère tout son soutien aux signataires du projet de résolution, et appelle toutes et tous les député·e·s de bonne foi à résister à ce chantage ignoble.

Faut-il rappeler que le crime d'apartheid est parfaitement défini par l'ONU et par le statut de Rome qui a établi la Cour pénale internationale, adopté par de très nombreux États dont la France ? Faut-il rappeler que deux des plus grandes organisations internationales de défense des droits humains, que sont Human Rights Watch et Amnesty International ont établi, sur la base de faits précis, que le crime d'apartheid est bien commis par l'État d'Israël contre le peuple palestinien pris dans son ensemble ? Une qualification également partagée et étayée par les ONG palestiniennes de défense des droits humains, par l'ONG israélienne B'Tselem et par l'OLP... Faut-il rappeler que le crime d'apartheid est un crime contre l'humanité, le plus grave dans l'échelle du droit international ?

Certaines personnalités qui expriment par ailleurs une forme de solidarité avec le peuple palestinien, hésitent à parler d'apartheid. Tout en les respectant, nous leur disons simplement : pour combattre une situation inacceptable, il faut commencer par l'appeler par son nom. Et que cette exigence est également portée par l'OLP et par toutes les composantes de la société civile palestinienne, qui subit tous les jours ce régime inhumain.

La proposition de résolution déposée le 13 juillet a l'immense mérite de porter le débat sur le plan politique. L'AFPS y prendra toute sa place, dans le respect des personnes de bonne foi, en rappelant toujours les faits et le droit, et dans un combat sans concession contre les soutiens inconditionnels de l'État d'Israël qui manipulent le juste combat contre l'antisémitisme pour tenter de faire taire les voix qui critiquent la politique de cet État.

Débats - analyse

Pourquoi le retour au pouvoir de Netanyahu sonne le glas de l'Etat d'Israël

Abdel Bari Atwan, 6 novembre 2022.

Article original en anglais sur The Cradle / Titre : « Netanyahu returns, but Israel's political and military landscape has changed » [Netanyahu est de retour, mais le paysage politique et militaire d'Israël a changé]

Traduction : Le Cri du Peuple pour International Solidarity Movement – ISM-France



Alors que le sommet arabe en Algérie a affirmé son adhésion à la soi-disant Initiative de paix arabe comme solution finale à la question palestinienne, la réponse d'Israël est venue rapidement et résolument avec le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu et du bloc religieux anti-arabe du Likoud.

Lors des élections législatives du 1er novembre, les Israéliens ont voté en grand nombre pour les partis religieux, racistes et anti-arabes, qui embrassent ouvertement une politique de meurtre et d'expulsion des Palestiniens de toute la Palestine occupée, et promeuvent une identité exclusivement juive et sioniste du pays.

Le parti Pouvoir juif, qui a remporté 15 sièges et est dirigé par les deux personnalités les plus racistes de la courte histoire de l'État juif, Bezael H. Cherish et son adjoint Itamar Ben Gvir, sera l'épine dorsale du gouvernement de coalition de Netanyahu.

Le leader de ce parti, qui sera le partenaire le plus important des monarches arabes qui ont signé des accords de paix avec Israël, a appelé à tuer les Arabes, à les expulser et à envelopper les corps des martyrs dans de la peau de porc « en leur honneur ».

La normalisation, nouvelle norme

Néanmoins, il est probable que des tapis rouges seront déroulés pour Ben Gvir et Netanyahu dans les capitales arabes [et occidentales], où ils profiteront de l'hospitalité arabe et boiront dans leurs gobelets dorés. En effet, il n'y a aucune différence notable entre la coalition israélienne gagnante et celle qui a été défaite (Lapid-Gantz).

Toutes deux convergent sur leur hostilité et leur haine mutuelles des Arabes et des musulmans. Le général Benny Gantz, ministre israélien de la défense dans le gouvernement précédent, se vantait d'être l'Israélien qui avait tué le plus grand nombre d'Arabes : et c'est vrai, puisque son gouvernement a tué 166 Palestiniens depuis le début de cette année.

Il y a cependant une lueur d'espoir : ce gouvernement raciste accélérera la disparition d'Israël et conduira à sa fin inévitable, non pas aux mains des armées arabes maintes fois vaincues, mais aux mains de la résistance palestinienne et de leurs alliés régionaux de l'Axe de la Résistance, de leurs missiles et de leurs drones.

Il y a trois mesures que le gouvernement Netanyahu et sa coalition extrémiste peuvent prendre dès leur arrivée au pouvoir :

Premièrement, un retour à la relance de l'Accord du siècle de l'ère Trump, l'annexion de la Cisjordanie et la déportation de la plupart de ses résidents palestiniens en Jordanie comme « patrie alternative. »

Deuxièmement, l'escalade des incursions dans la mosquée Al-Aqsa, la consolidation du contrôle juif sur Jérusalem-Est, et l'oblitération de son identité arabe et islamique. La première étape pourrait consister à la diviser sur le modèle de la mosquée Ibrahim à Hébron, puis à la démolir et à ériger le prétendu « temple » sur ses ruines.

Troisièmement, l'annulation ou le gel de l'accord de démarcation de la frontière maritime avec le Liban, à l'instar de ce qui est arrivé aux accords d'Oslo avec les Palestiniens. Netanyahu a annoncé ouvertement son intention de le faire lors de sa campagne électorale.

Cette option semble particulièrement probable étant donné que l'extraction de gaz et de pétrole du champ de Karish a déjà commencé, tandis que le champ de Qana, qui a été « partiellement » reconnu comme libanais, reste intact, sans qu'aucune étude ou exploration n'ait été menée jusqu'à présent.

Il est probable que les champs de gaz libanais resteront en sommeil dans un avenir prévisible. Les mêmes médiateurs américains n'ont pas garanti la mise en œuvre ne serait-ce que d'un pour cent des accords d'Oslo, et il est fort probable qu'ils ne garantiront pas les droits du peuple libanais.

Renouvellement de la résistance armée palestinienne

Mais Netanyahu est prêt à prendre le contrôle d'une situation très différente, tant au niveau national qu'international. Pour commencer, Israël est confronté à une escalade du conflit interne et, surtout, à une Intifada renouvelée sous la forme d'une résistance armée en Cisjordanie.

Nous ne pouvons pas parler de la résistance en Cisjordanie sans évoquer le phénomène de la Tanière des Lions, dont l'influence politique et militaire s'étend, tandis que l'adhésion du public palestinien au mouvement ne cesse de croître. Il ne se passe pas un jour sans que l'on assiste à une opération commando dans différentes parties de la Cisjordanie, à Naplouse, Jénine et Hébron, puis à Ramallah, et enfin dans les territoires palestiniens occupés d'avant 1948.

Netanyahu pourrait réussir à inclure un ou deux autres gouvernements arabes dans les accords d'Abraham, signés sous son dernier mandat de premier ministre. Toutefois, ces acrobaties politiques n'auront aucune valeur à la lumière du « réveil » du peuple palestinien et de son retour à la résistance armée.

Le Netanyahu qui revient n'oubliera pas la bataille de mai 2021 de « l'épée de Jérusalem » qui l'a humilié, et ses missiles qui ont isolé l'État occupant pendant plus de 11 jours, forçant des millions de colons-envahisseurs israéliens à se réfugier dans des abris et des bunkers.

Ces missiles sont toujours présents et prêts, ainsi que des centaines de drones armés. Il convient peut-être aussi de rappeler au nouveau Premier ministre israélien comment, à la fin d'une réunion électorale dans la ville d'Ashdod (ville natale de mes ancêtres), il a fui, terrorisé, devant les 400 missiles lancés par le mouvement palestinien du Jihad islamique (PIJ) en représailles à l'assassinat de son chef, Baha Abu al-Atta.

Un retour au statu quo ante ?

L'« Israël » auquel Netanyahu retourne n'est pas le même Israël qu'il a quitté, et le monde qu'il connaissait lorsqu'il était au pouvoir n'est pas le même aujourd'hui. Son partisan américain est embourbé dans une guerre d'usure par procuration sans précédent avec la Russie en Ukraine, où son coreligionnaire, Volodymyr Zelensky, a perdu à ce jour environ un cinquième du territoire de son pays, et l'a plongé dans l'obscurité et le désespoir.

Si Netanyahu est considéré comme un proche du président russe Vladimir Poutine, cette amitié s'était approfondie avant la guerre en Ukraine. La situation a maintenant radicalement changé, et il sera contraint de choisir entre Washington et Moscou dans une ère de multipolarité.

Quant à la Tanière aux lions, elle a effectivement changé toutes les équations et les règles d'engagement en Palestine occupée – et peut-être aussi dans le monde arabe – et, dans ce contexte, elle « saluera » le retour au pouvoir du partisan de la ligne dure Netanyahu.

Boycott Désinvestissement Sanctions

#COP27 La Palestine est un enjeu de justice climatique

[Déclaration de BNC] Unissons nos luttes pour mettre fin au greenwashing et à l'oppression systématique.



Date d'origine : 07/11/2022

Auteur : Palestinian BDS
National Committee
(BNC)

Source : #COP27: Palestine is a climate justice issue

Traduit par : AGP pour
BDS France

La **27ème conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27)** a débuté le 6 novembre à Sharm el Sheik, en Égypte.

La COP27 sur le climat de Charm el-Cheikh, organisé du 6 au 18 novembre en Égypte.

Les mouvements pour la justice climatique ont souvent dénoncé le manque de volonté et de courage des représentants des gouvernements lors des précédentes conférences COP. Trop souvent, des décisions clés ont été reportées et des accords ont été signés à partir du moment où ils n'étaient pas contraignants, sans pour autant s'attaquer sérieusement au défi de la catastrophe climatique que nous vivons. Pourtant, les COP ont souvent été aussi un espace où la société civile pouvait se réunir, créer des réseaux, échanger des idées et protester.

Cette année, de lourdes mesures de sécurité empêcheront les protestations des mouvements pour le climat et la justice sociale d'avoir lieu. Alors que l'Égypte attend avec impatience d'accueillir le sommet cette année, l'attention se tourne vers le nombre croissant de militants politiques et sociaux égyptiens emprisonnés pour leur action pacifique. Le prisonnier d'opinion **Alaa Abd el-Fattah a intensifié sa grève de la faim pour la liberté et la justice à l'approche de la COP27**, alors que les poursuites du régime égyptien à l'encontre de militants et d'organisations de la société civile se poursuivent, parallèlement à la **normalisation profonde de ses liens avec Israël**. Il s'agit d'une preuve supplémentaire de la **nature autoritaire du régime égyptien, qui se sert de la conférence pour greenwaser ses violations des droits de l'homme**, comme l'ont déclaré plusieurs organisations indépendantes, en présentant un « visage plus joli » pour détourner l'attention de ses graves violations des droits de l'homme.

12 organisations égyptiennes de défense des droits de l'homme ont lancé une pétition appelant les autorités égyptiennes à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues pour le simple fait d'avoir exercé pacifiquement leurs droits humains, à mettre fin au blocage arbitraire des sites web et à libérer immédiatement tous les journalistes.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) réitère son appel à toutes les institutions internationales des droits de l'homme et aux comités compétents des Nations unies pour qu'ils intensifient la pression sur les autorités égyptiennes afin qu'elles libèrent sans condition tous les prisonniers politiques et les défenseurs des droits de l'homme égyptiens.

Les luttes pour les droits politiques et civils, la justice socio-économique, ainsi que la justice climatique dans le monde arabe et ailleurs sont interconnectées et inter-sectionnelles. Unis, nous vaincrons tous les systèmes d'oppression.

Nous prônons la liberté pour tous les prisonniers politique en Égypte et dans le monde.

La Palestine est aussi une question de justice climatique !

Le Comité national palestinien BDS (BNC), la plus grande coalition palestinienne à la tête du mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), estime que la lutte pour le démantèlement du régime israélien de colonisation et d'apartheid en Palestine, qui dure depuis des décennies, va de pair avec les luttes mondiales pour la justice, y compris la justice climatique. La crise climatique catastrophique est exacerbée par l'inégalité et l'oppression mondiales et principalement causée par des gouvernements et des entreprises complices qui font passer le profit avant les personnes et la planète.

Les Palestiniens autochtones qui vivent dans ces conditions, sans aucun contrôle sur leurs terres ou leurs ressources naturelles, sont très vulnérables à la crise climatique. Avec l'accaparement des ressources par Israël, la hausse des températures exacerbe la désertification ainsi que la pénurie d'eau et de terres, renforçant ainsi l'apartheid climatique.

Les exemples suivants montrent la nécessité d'une lutte commune contre l'apartheid et la catastrophe climatique :

Le rôle de FNJ (Fonds national juif)

Les politiques de greenwashing et d'apartheid d'Israël sont rendues possibles par des gouvernements, des entreprises et des institutions complices qui soutiennent et permettent son régime d'oppression. L'une des principales institutions est le Fonds national juif (FNJ). Depuis 120 ans, le FNJ est responsable du nettoyage ethnique des Palestiniens autochtones.

Créé en 1901 comme instrument de la colonisation sioniste de la Palestine historique, le FNJ détient 13% des terres appartenant aux réfugiés palestiniens expulsés lors de la Nakba de 1948. C'est une composante essentielle de l'Autorité foncière israélienne qui administre 93% des terres sous le contrôle du régime d'apartheid israélien dans ses frontières d'avant 1967. Elle y a planté des millions d'espèces d'arbres étrangères et de plantes envahissantes, causant d'énormes dommages à la biodiversité. Les forêts du FNJ sont principalement destinées à cacher les ruines des villages palestiniens victimes du nettoyage ethnique.

Le projet Interconnector et Siemens

L'Interconnecteur EuroAsia reliera les infrastructures électriques de l'Europe au réseau national israélien qui inclut – et annexe de facto – les colonies illégales sur les terres palestiniennes volées. Ces colonies coloniales bénéficieront donc de tous les échanges d'électricité entre l'entreprise publique Israel Electricity Corporation (IEC) et l'Europe.

S'il est construit comme prévu par Siemens, l'interconnecteur donnera une reconnaissance internationale aux colonies illégales d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et permettra leur expansion.

Le rôle du gaz fossile et de Chevron

Contrairement à ce que prétend la propagande du lobby des combustibles fossiles, le gaz n'est pas un combustible « de transition » ; c'est un combustible fossile utilisé par des multinationales cupides pour conserver leurs profits et leur influence tout en dévastant les écosystèmes et le climat.

Chevron contribue à financer le régime d'apartheid, de colonialisme de peuplement et d'occupation d'Israël en payant des milliards de dollars pour ses licences d'extraction de gaz. Avec ses activités d'extraction, la société est également complice de la pratique de l'apartheid israélien consistant à priver le peuple palestinien de son droit à la souveraineté sur ses ressources naturelles, notamment par le siège illégal de Gaza et le blocus de la mer de Gaza, qu'Israël impose par une force brutale et meurtrière. Chevron est également impliqué dans le transfert illicite par Israël de gaz fossile extrait vers l'Égypte par le biais d'un pipeline traversant illégalement la zone économique exclusive (ZEE) palestinienne de Gaza, et doit aux Palestiniens des millions de dollars en frais de transit.

Greenwashing

Le greenwashing est la pratique utilisée par l'apartheid israélien pour cacher ses crimes et sa violence sous un faux récit qui fait passer le régime pour un régime soucieux de l'environnement. Cette pratique est analogue à l'utilisation cynique et désespérée par Israël des sports, de la culture et des droits des LG-BTQ+ comme outils de propagande pour obtenir en quelque sorte un « label démocratique » qui pourrait effacer les crimes de l'apartheid dans l'esprit des gens.

Le greenwashing est mis en œuvre non seulement par Israël, mais aussi par d'autres alliés puissants. Parmi ceux-ci, on trouve des sociétés telles que PUMA, AXA et Barclays qui sont ouvertement complices de l'apartheid israélien et qui tentent de cacher leur complicité par des actes superficiels de protection de l'environnement.

Le gouvernement, les entreprises agroalimentaires et les compagnies des eaux d'Israël, pays de l'apartheid, jouent un rôle clé dans la destruction de l'environnement et de l'agriculture palestinienne, la dépossession des agriculteurs palestiniens et l'acapement des terres pour renforcer l'entreprise de colonisation illégale d'Israël.

Haifa Chemicals est une multinationale israélienne privée qui fournit des engrais. Netafim est une entreprise de technologie d'irrigation basée en Israël, acquise en 2018 par l'entreprise mexicaine Mexichem, alors que 20 % de ses actions sont toujours détenues par le kibboutz Hatzerim où elle a été fondée. Mekorot est la compagnie d'eau publique israélienne qui vole l'eau des aquifères palestiniens. Les compagnies des eaux israéliennes font partie intégrante de ce qu'un rapport parlementaire français a condamné comme étant « l'apartheid de l'eau » d'Israël. Mekorot figure dans la base de données des Nations unies regroupant les entreprises impliquées dans la colonisation israélienne, qui constitue un crime de guerre au regard du droit international.

Rejoignez la lutte

À la lumière de ce qui précède, pendant toute la durée de la COP27, nous appelons les partenaires, les partisans et les alliés du mouvement BDS dans le monde entier à se joindre aux marches et aux événements locaux qui font campagne pour la justice climatique, pour la fin du greenwashing des entreprises et des États, pour un abandon immédiat des combustibles fossiles.

Nous invitons en outre chacun à se joindre aux activités portant des slogans, des bannières et des messages rappelant au monde que la Palestine est aussi une question de

Boycott Désinvestissement Sanctions

Boycottez le festival de l'apartheid Israël Music Showcase

L'événement est fier de sa collaboration avec le régime d'apartheid d'Israël.



Date d'origine :
04/11/2022

Auteur : Campagne
palestinienne pour le
boycott académique et
culturel d'Israël (PACBI)

Source : BDS Move-
ment

Traduit par : JS pour
BDS France

Les Palestiniens appellent tous les professionnels de l'industrie musicale internationale à boycotter le festival Israel Music Showcase. Cet événement est une tentative explicite du régime d'apartheid israélien de blanchir son oppression coloniale contre les Palestiniens et devrait être évité par tous les progressistes.

Le principal sponsor du festival est le ministère israélien des Affaires étrangères, qui est directement impliqué dans des crimes de guerre. Rien qu'en mai 2021, les forces d'occupation israéliennes ont tué au moins 240 Palestiniens, dont 66 enfants, dans la bande de Gaza assiégée, où la majorité sont des réfugiés des précédentes vagues de violence et de nettoyage ethnique israéliennes. Ce massacre brutal a conduit plus de 1500 musiciens, parmi d'autres artistes, à approuver nos appels pacifiques au boycott du secteur culturel israélien complice.

Le ministère avoue aussi ouvertement avoir fait du blanchiment d'art sur les crimes d'Israël. Un ancien directeur général adjoint, Nissim Ben-Sheetrit, a admis : « Nous considérons la culture comme un outil de hasbara [propagande] de premier ordre, et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture ». Un autre fonctionnaire du ministère a déclaré : « Nous enverrons des romanciers et des écrivains connus à l'étranger, des compagnies de théâtre, des expositions. De cette manière, nous montrons le plus beau visage d'Israël, afin que l'on ne nous considère pas uniquement dans le contexte de la guerre ».

Parmi les autres partenaires clés du festival figure le ministère israélien de la culture et des sports, qui fait depuis longtemps pression pour que tout financement de la culture soit subordonné à la « loyauté » envers le sionisme d'extrême droite propre au régime israélien. Il considère lui aussi que la culture est essentielle pour blanchir le régime d'apartheid israélien et a menacé de geler les fonds destinés aux organisations artistiques qui critiquent la politique israélienne. Un autre partenaire est la municipalité de Jérusalem, complice du nettoyage ethnique des Palestiniens autochtones de la ville occupée, qu'Israël appelle « judaïsation ». Le lieu principal, Yellow Submarine, est parrainé par la Fondation de Jérusalem, qui s'est associée au groupe de colons fanatiques et illégaux Elad pour s'approprier ou effacer le patrimoine culturel palestinien dans le quartier occupé de Silwan à Jérusalem-Est, la « Cité de David ».

Le festival Israel Music Showcase est fier de sa collaboration avec le régime d'apartheid israélien. Contrairement à un événement similaire, Tune In Tel Aviv, il ne prétend même pas être « indépendant ». L'organisation fondatrice de Tune In Tel Aviv, Oleh ! Records a également assuré la promotion des artistes israéliens auprès des professionnels internationaux de la musique, à partir de 2006. Elle est ensuite devenue le bureau officiel d'exportation de musique d'Israël et a lancé son événement annuel de présentation de musique, en trompant les participants sur ses motivations. Ce bureau a aujourd'hui en grande partie disparu, laissant le champ libre au festival d'apartheid Israel Music Showcase.

Se joignant au consensus international croissant selon lequel Israël est un régime d'apartheid et ne devrait pas être soumis à la routine, Amnesty International a appelé les entreprises internationales à « veiller à ce que leurs propres activités en Israël et dans les territoires palestiniens occupés ne contribuent pas au système d'apartheid ou n'en bénéficient pas » et à « cesser les activités concernées si cela ne peut être évité ». La principale organisation israélienne de défense des droits de l'homme a elle aussi désigné Israël comme un État d'apartheid. Nous

Boycott Désinvestissement Sanctions

Annie Ernaux, nouvelle lauréate du Prix Nobel de littérature, soutient la Palestine et dénonce l'apartheid



L'écrivaine a toujours soutenu les droits des Palestiniens et le droit au boycott culturel d'Israël en rejoignant de nombreuses initiatives en solidarité avec la Palestine et pour dénoncer l'apartheid israélien.

Annie Ernaux est la première Française, huit ans après Patrick Modiano, et la dix-septième femme à recevoir le prix Nobel de littérature. Elle succède au romancier tanzanien Abdulrazak Gurnah.

L'écrivaine a exprimé à de nombreuses reprises son soutien en faveur des Palestiniennes et des Palestiniens, en lien avec son engagement constant en faveur de l'égalité des droits et de la justice pour toutes et tous.

En mai 2019, Annie Ernaux a rejoint 100 autres artistes français en signant une lettre appelant au boycott du concours de l'Eurovision à Tel Aviv.

En 2018, l'autrice avait également signé une lettre aux côtés d'environ 80 autres artistes pour dénoncer la tenue de la saison interculturelle Israël France par les gouvernements israélien et français. Alain Damasio, Jean-Luc Godard, Nathalie Quintane et d'autres artistes écrivaient avec elle :

"Pour nous, musiciennes, écrivains, cinéastes, metteuses en scène, comédiens, techniciennes, plasticiennes, photographes, dessinateurs, danseurs et danseuses, cette initiative, sous couvert de promouvoir le dialogue et l'échange, est en réalité l'un des moyens mis en œuvre par le gouvernement israélien pour redorer le blason de l'Etat d'Israël, passablement terni par sa politique chaque jour plus dure à l'encontre des Palestiniens et son statut de start-up nation du sécuritaire"

Annie Ernaux a également appelé, avec des centaines de personnalités telles que Noam Chomsky et Angela Davis, à la libération du prisonnier Georges Ibrahim Abdallah, un communiste libanais d'origine chrétienne maronite, enfermé en France depuis bientôt 37 ans.

Articles de presse

Enfin, en mai 2021, après les bombardements et les massacres sur Gaza perpétrés par Israël, l'autrice a signé «Une lettre contre l'apartheid» énumérant les attaques contre les Palestiniens de Gaza. «Présenter cela comme une guerre entre deux parties égales est faux et trompeur. Israël est la puissance colonisatrice. La Palestine est colonisée. Ce n'est pas un conflit : c'est un apartheid».

«C'est un devoir de prendre position».

«C'est un devoir de prendre position», déclarait-elle dans une interview accordée à Libération en mars dernier, quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle.

En novembre 2015, après les attentats de Paris, elle est parmi les signataires de l'Appel des 58, «Nous manifesterons pendant l'état d'urgence». Elle co-signe aussi une tribune en soutien aux gilets jaunes ainsi qu'un texte accusant le gouvernement de tenter de discréditer les opposants à la loi Travail en 2016.

Pendant la campagne présidentielle de 2022, Annie Ernaux rejoint le parlement de l'Union populaire. «Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, c'est la France jeune, la France populaire, la France qui travaille, celle qui veut un monde juste, réellement.» Elle se décide à voter Emmanuel Macron au second tour, par dépit, «un crève-cœur», elle qui a qualifié le président sortant «d'homme de théâtre, sans aucune conviction».

Éléments biographiques extraits de France Culture

Née en 1940 à Lillebonne (Seine-Maritime), Annie Ernaux a écrit son expérience de "transfuge de classe", de l'épicerie familiale à l'agrégation de lettres modernes et au mariage bourgeois, de la petite ville d'Yvetot en Normandie à la capitale, une tension tendre et coupable qu'elle explore dans son œuvre littéraire. "Annie Ernaux croit manifestement à la force libératrice de l'écriture, a déclaré l'institution qui décerne le prestigieux prix littéraire. Son travail est sans compromis, écrit dans un langage simple, épuré. Quand elle révèle, avec beaucoup de courage et d'acuité clinique, l'agonie de l'expérience de classe, qu'elle décrit la honte, l'humiliation, la jalousie ou l'incapacité à voir qui vous êtes, elle réalise là quelque chose d'admirable et de persistant."

Des Armoires vides (Gallimard, 1974) à Mémoire de fille (Gallimard, 2016), en passant par L'Événement (Gallimard, 2000), l'écrivaine, très engagée à gauche, a marqué la littérature française par le matériau autobiographique de son écriture.

Rédaction et mise en page : AFPS / DD-26-

Sources : France Culture, France Info



Articles de presse

Élections israéliennes : les Palestiniens changent de geôliers

Quels que soient les résultats des élections en Israël, la chose la plus certaine est la poursuite de l'oppression des Palestiniens.

Benjamin Netanyahu a fait un retour surprenant après son éviction en 2021 sur fond d'accusations de corruption.

Lors des élections de cette semaine, son parti, le Likoud, a obtenu plus de voix que tout autre parti et ses alliés d'extrême-ultra droite sont arrivés en troisième position, ouvrant la voie à un gouvernement de coalition dirigé par le Likoud.

Bien que la formation d'une coalition ne soit pas un jeu facile – en effet, Netanyahu n'a pas réussi à le faire lors des quatre élections précédentes – cette fois, il devrait former un bloc majoritaire confortable avec les partis ultra-orthodoxes et d'extrême droite.

Pourtant, malgré cette perspective, pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, les élections israéliennes n'ont pas été au premier plan des discussions politiques, car ils continuent à résister et à lutter pour leur survie sur un territoire de plus en plus réduit.

Pour eux, il s'agit simplement de changer de gardiens de prison [de tortionnaires et de bourreaux – NdT], car tous les partis israéliens se rejoignent sur le soutien à l'oppression continue des Palestiniens et à la colonisation de la Palestine.

Le chef du parti sioniste religieux, Itamar Ben-Gvir, a pris de l'importance l'année dernière. Ben-Gvir était autrefois considéré comme un candidat marginal, mais il a depuis rassemblé de nombreux partisans.

Il vit dans une colonie de Hébron connue sous le nom de Kiryat Arba, qui abrite certains des colons israéliens les plus extrémistes de Cisjordanie, et il a construit une carrière juridique en défendant les extrémistes juifs israéliens.

Sa plate-forme comprend le soutien à l'annexion complète de la Cisjordanie par Israël et il a été à l'avant-garde du soutien à la violence des colons israéliens en Palestine. Il s'est même affiché dans le quartier palestinien de Jérusalem de Sheikh Jarrah avec une arme à la main.

Cet encouragement aux colons a eu des répercussions évidentes sur les Palestiniens, en particulier en Cisjordanie. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a signalé que la violence des colons à l'encontre des Palestiniens est à son plus haut niveau depuis 2005.

L'augmentation de la violence due à cette rhétorique incendiaire ne doit pas être sous-estimée.

S'exprimant lors d'un rassemblement électoral, Ben-Gvir a déclaré : « Chaque fois que [les Arabes] attaquent une voiture juive, notre peuple, je cours voir ce qui se passe... Nous avons besoin de nouvelles règles contre les terroristes, nous devons permettre à tous les citoyens de se protéger avec des armes à feu. Nous avons besoin de lois pour protéger les soldats ».

Au-delà de l'extrême-droite, la suprématie juive israélienne est normalisée dans tout le spectre politique israélien. Le premier ministre sortant, Yair Lapid – un soi-disant « centriste » – ne fait pas exception à la règle.

En 2013, Lapid a déclaré au Time Magazine : « Vous savez que mon père n'est pas venu ici du ghetto pour vivre dans un pays mi-arabe, mi-juif. Il est venu ici pour vivre dans un État juif. »

Lors de l'assemblée générale des Nations unies en septembre de cette année, Lapid a « approuvé » la solution à deux États, à la grande joie de nombreux membres de la communauté internationale qui tentent toujours de « fouetter ce cheval mort »

Yara Hawari -3 novembre 2022 – The Guardian – Traduction : Chronique de Palestine

Articles de presse

Pourquoi l'UE perçoit-elle la police israélienne comme « partenaire stratégique » ?

Au mois de septembre l'UE a signé un accord qui prévoyait de renforcer plus encore les liens avec la police d'Israël. Selon cet accord, Israël peut échanger des données personnelles de Palestiniens vivant sous occupation avec Europol, l'institution policière de l'UE.

Les partisans d'Israël, croyez-le ou pas, peuvent avoir raison sur un ou deux points.

Le fait de prétendre à tout bout de champ que leur État bien-aimé est friand d'innovation contient effectivement quelques atomes de vérité. Existe-t-il un autre oppresseur qui perçoit Facebook et Twitter comme des outils aussi vitaux pour mettre le monde en garde contre sa brutalité ?

Israël a présenté l'étranglement de Shuafat comme une réponse au meurtre d'un soldat.

Les châtiments collectifs sont interdits, selon les Conventions de Genève et d'autres instruments du droit international. Chaque fois qu'il recourt au châtiment collectif, Israël commet un crime de guerre.

En évitant tout contrôle démocratique, l'Union européenne a forgé une alliance formelle avec la police d'Israël.

L'UE a même signé un accord prévoyant de renforcer plus encore les liens avec la police d'Israël au mois de septembre – quelques semaines à peine avant que cette même force de police se soit vantée implicitement d'avoir commis un crime de guerre dans le camp de Shuafat.

Le 8 octobre, les forces de police israéliennes ont bel et bien admis qu'elles soumettaient massivement les civils.

Ce marché a été bricolé très rapidement, au prorata des normes de l'UE. Les négociations en vue de le conclure avaient démarré en novembre 2021.

Plus ou moins à cette même époque, Israël avait envoyé une délégation de 30 diplomates de haut rang à Bruxelles.

« Une coopération plus forte encore »

Parmi les nombreux responsables qu'ils avaient rencontrés figurait Laurent Muschel, de la direction générale de la migration et des affaires intérieures de la Commission européenne (l'exécutif de l'UE).

Une note de briefing préparée pour les discussions de Muschel – obtenue selon les règles concernant la liberté d'information – dit que « **Israël est un pays partenaire stratégique de l'UE dans le cadre de la coopération sécuritaire** ».

L'accord signé en septembre cette année succède à un « arrangement de travail » de 2018 entre Israël et Europol.

La note de briefing destinée à Muschel prétend qu'il devrait y avoir une « coopération plus forte encore » avec Israël.

La note fait remarquer qu'**Europol** aide les autorités nationales des gouvernements de l'UE dans l'identification des « liens transfrontaliers » du crime organisé. La « **contribution israélienne, dans de tels cas, continue de revêtir une grande importance** », ajoute la note.

Depuis l'entrée en vigueur de l'arrangement de 2018, Israël a établi un bureau de liaison au QG d'Europol à La Haye. Ce genre de démarche propose un « potentiel considérable » afin de « promouvoir une contribution opérationnelle », dit encore la note de briefing.

L'arrangement de 2018 donne **une liste de délits** autour desquels Israël et Europol peuvent travailler conjointement. Ces délits comprennent le terrorisme et les crimes de guerre.

Il stipule également que les informations échangées entre les deux parties ne doivent pas être collectées en « violation manifeste des droits humains ».

C'est une plaisanterie ?

Quelqu'un a-t-il eu l'idée de faire une plaisanterie ?

Les forces de police israéliennes – comme on l'a déjà remarqué – commettent activement des crimes de guerre, tout en servant un État qui catalogue comme terroristes toutes les formes de résistance à sa violence systématique.

Israël recourt systématiquement à la torture contre les Palestiniens dans ses prétendues enquêtes sur le terrorisme. Il s'agit de méthodes qui sont officiellement admises et utilisées en toute impunité.

Le fait que les forces policières israéliennes sont cantonnées à Jérusalem-Est occupée devrait suffire pour exclure toute transaction avec elles.

Bien qu'elle soit hostile – sur papier – à la colonisation de Jérusalem-Est par Israël, l'UE a pris le parti d'une force policière qui joue son rôle à part entière dans la colonisation.

Et que signifie « violation manifeste des droits humains » dans ce contexte ? L'UE désire-t-elle sérieusement qu'Israël soit un peu plus subtil dans la façon dont il soumet les Palestiniens ?

Les forces policières israéliennes ne sont pas la seule institution méprisable à bénéficier ces derniers temps d'un massage métamorphique de la part des représentants de l'UE.

L'ambassade de l'UE à Tel-Aviv vient tout juste de faire équipe – et ce n'est pas la première fois – avec l'European Leadership Network, sans doute l'organe au nom le plus trompeur parmi la pléthore de lobbyistes professionnels sévissant pour Israël.

L'ambassade et l'European Leadership Network ont récemment accueilli communément une conférence « réservées à des diplomates, hauts fonctionnaires et experts expérimentés ». Parmi les quelques détails publiés à propos de l'événement figurait le fait qu'il y a été discuté de l'agression russe contre l'Ukraine.

On peut parier sans risque de perdre sa mise que les participants ont été trop polis pour dénoncer l'agression israélienne contre les Palestiniens. Des personnalités importantes de l'European Leadership Network ont récolté des fonds afin de soutenir cette agression.

À un certain moment, l'organisation a même compté dans ses rangs **Michael Herzog**, aujourd'hui **ambassadeur d'Israël aux États-Unis**, parmi sa direction. Il avait eu rôle significatif dans la planification d'un raid de bombardement contre Gaza en 2002, raid au cours duquel huit enfants avaient été tués.

N'attendez pas de l'UE qu'elle fuie le contact avec des bouchers d'enfants palestiniens. Après tout, Israël est un « partenaire stratégique ».

David Cronin est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont Europe Israël : Une alliance contre-nature (Ed. La Guillotine – 2013)

Publié le 4 novembre 2022 sur The Electronic Intifada
Traduction : Jean-Marie Flémal, Charleroi pour la Palestine

Culture

Fièvre Méditerranéenne

Prix du Scénario - Un Certain Regard
un film de Maha Haj



Walid, 40 ans, Palestinien vivant à Haïfa avec sa femme et ses deux enfants, cultive sa dépression et ses velléités littéraires. Il fait la connaissance de son nouveau voisin, Jalal, un escroc à la petite semaine. Les deux hommes deviennent bientôt inséparables : Jalal est persuadé d'aider l'écrivain en lui montrant ses combines ; Walid, quant à lui, y voit l'opportunité de réaliser un projet secret...

Culture

L'université d'Artois décerne un diplôme Honoris Causa à la cinéaste palestinienne Annemarie Jacir



LE 30 septembre 2022 Amphithéâtre Winston Churchill, Arras

À l'occasion de son 30e anniversaire, l'université d'Artois organise une cérémonie de remise de diplômes Honoris Causa à :

- Annemarie Jacir, cinéaste palestinienne
Éloge d'Annemarie Jacir par Brigitte Buffard-Moret

- Adnan Darwiche, University of California
Éloge d'Adnan Darwiche par Pierre Marquis

- Bei Dao, poète et romancier chinois
Éloge de Bei Dao par Siyan Jin

Annemarie Jacir, réalisatrice palestinienne, est née en 1974 à Bethléem. Son court métrage *Like twenty impossibles* (2003) est le premier court métrage arabe à figurer dans la sélection officielle du festival de Cannes, et il est également finaliste aux Oscars. En 2008, elle fait partie de la sélection d'Un Certain Regard pour son premier long métrage, *Le Sel de la mer*. Son deuxième long métrage, *When I saw you* (2012), obtient de nombreuses récompenses à Berlin, Abu Dhabi, Amiens, Phoenix.

Elle s'impose très vite comme l'une des réalisatrices les plus reconnues du monde arabe. Elle a écrit, réalisé et produit seize films. Le dernier, *Wajib*, a recueilli les suffrages de toute la presse.

Parallèlement à sa carrière de chef monteuse, scénariste et réalisatrice, elle a enseigné le cinéma à l'université de Columbia, de Bir Zeit et de Bethléem, ainsi que dans les camps de réfugiés de Palestine. Elle s'est engagée pour la préservation et la promotion du cinéma palestinien, s'affirmant comme une cinéaste qui investit dans l'avenir du 7e art dans son pays.

AGENDA

SAMEDI 26 NOVEMBRE À 14H30, PORTE DE PARIS À LILLE

Manifestation « Non à la guerre contre les peuples » !

MARDI 29 NOVEMBRE À LA MRES (5 RUE JULES DE VICQ) À LILLE

Conférence-Débat « Parcours de Juifs antisionistes en France »
Avec A.Rosevègue et M.Ouaknine

JEUDI 1ER DÉCEMBRE À LILLE :

Action BDS « On ne chante pas pour l'apartheid, on le boycotte »

SAMEDI 10 DÉCEMBRE, SALLE ACACIAS, PLACE JOSEPH HENTGÈS À HELLEMES

Repas-débat de la section communiste avec stand AFPS

SAMEDI 17 DÉCEMBRE À 10H À LA MRES DE LILLE :

CA de l'AFPS 59/62

SAMEDI 17 DÉCEMBRE DE 14 À 18H, À LA RÉSIDENCE « LES OGIER », 175 RUE DES OGIER À CROIX :

Stand AFPS 59/62 au Marché de Noël >>

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
 ההתאחדות היהודית הצרפתית לשלום
 الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
 ההתאחדות היהודית הצרפתית לשלום
 الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
 ההתאחדות היהודית הצרפתית לשלום
 الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
 ההתאחדות היהודית הצרפתית לשלום
 الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
 ההתאחדות היהודית הצרפתית לשלום

**PARCOURS
DE JUIFS
ANTISIONISTES
EN FRANCE**



CONFÉRENCE – DÉBAT

MARDI 29 NOVEMBRE – 18H30

MRES DE LILLE

5 RUE JULES DE VICQ (M FIVES)

André Rosevègue et Michel Ouaknine

sont membres de la coordination nationale de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), co-auteurs du livre.

Nous sommes 22 à témoigner dans ce livre sur les parcours qui nous ont conduits à devenir Juifs antisionistes. Nos origines sont diverses : ashkénazes, séfarades ou autres, jeunes et moins jeunes, non croyants ou pratiquants. Ces parcours singuliers, racontés de façon très vivante et personnelle, interrogent notre judéité et sont liés à l'évolution tragique de la situation en Palestine/Israël et à notre volonté de combattre les confusions volontairement entretenues entre l'identité juive et le soutien inconditionnel à l'État d'Israël.

www.nord-palestine.org contact@nord-palestine.org AFPS 59/62



Association France - Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais
 MRES, 5 rue Jules de Vicq – 59 800 LILLE
 contact@nord-palestine.org - www.nord-palestine.org - AFPS 59/62

**LES PALESTINIENS ONT PLUS QUE JAMAIS BESOIN DE NOUS !
 L'AFPS A BESOIN DE VOUS - REJOIGNEZ NOTRE ASSOCIATION, ADHÉREZ !**

BULLETIN D'ADHÉSION ou de RÉADHÉSION 2022

L'AFPS a adopté un système de cotisation permettant à chacun de contribuer suivant ses moyens. La grille ci-dessous établit la contribution annuelle suivant le revenu mensuel. Sur cette base, il appartient à chacun de déterminer librement le montant de sa cotisation. Avec celle-ci, le journal trimestriel de l'AFPS, Palestine Solidarité (PalSol), vous est proposé (5 €/an). Vous recevrez également la lettre électronique d'informations de l'AFPS.

Tranche	Revenus mensuels adhérent	Cotisation annuelle		Date et Signature
		avec PalSol	sans PalSol	
1	Moins que 500 €/mois	10 €	5 €	
2	De 500 à 1.000 €/mois	25 €	20 €	
3	De 1.000 à 1.500 €/mois	40 €	35 €	
4	De 1.500 à 2.000 €/mois	55 €	50 €	
5	De 2.000 à 2.500 €/mois	70 €	65 €	
6	De 2.500 à 3.000 €/mois	85 €	80 €	
7	De 3.000 à 3.500 €/mois	100 €	95€	
8	Plus que 3.500 €/mois	120 €	115 €	

(Cette grille n'est qu'indicative, adhérez et cotisez selon vos moyens)

Nom: **Prénom:**.....

Adresse:

.....

Code Postal: **Commune:**

Tél. mobile : Tél. fixe :

E-mail:@.....

Profession: Année de naissance :

Je cotise dans la tranche n° soit€

Je soutiens les activités de l'AFPS Nord-Pas de Calais et verse la somme de€

Je verse un don pour "SOS Palestine" (par AFPS national) d'un montant de €
 (Des frais de gestion de 7% seront prélevés par l'association sur ce don)

Je verse la somme totale de.....€

par chèque à l'ordre de: **AFPS Nord PDC Comité de soutien au peuple palestinien**

ou par virement (IBAN : FR72 2004 1010 0513 6517 3D02 632, BIC : PSSTFRPLIL)

La réduction d'impôts est de 66% sauf pour les abonnements, dans la limite de 20% du revenu imposable annuel